

Questions orales

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Mais bien sûr, monsieur le Président, et d'ailleurs les structures sont maintenant en place à la suite du rapport Lewis-Davis. Vu son scepticisme je ne peux pas convaincre...

M. Broadbent: C'est exact.

M. Mulroney: Je le reconnais. Mais d'autres y réussiront peut-être. Je peux citer au député le point de vue qu'Adèle Hurley, la coordonnatrice de Canadian Coalition on Acid Rain a exprimé la semaine dernière. Voici ses paroles, que rapporte la revue *Maclean's* du 24 mars 1986:

Il ressort de cette étude que les pluies acides constituent un grave problème et que l'Est du Canada subit les conséquences des émissions américaines, chose que le gouvernement Reagan n'a jamais voulu reconnaître. «Si le premier ministre peut amener Reagan à l'admettre» a déclaré Adele Hurley... «Je lui tirerai mon chapeau».

C'est la première fois que nous y réussissons. Et, pour confirmer le point de vue de M^{lle} Hurley, le député ne contestera sans doute pas l'opinion exprimée dans le *Washington Post* où nous pouvions lire hier:

Le président Reagan a cédé...

M. le Président: A l'ordre.

M. Mulroney: ...

... devant les pressions énergiques du premier ministre du Canada, Brian Mulroney, hier...

M. le Président: A l'ordre.

M. Mulroney: ...

... en reconnaissant, pour la première fois, que les pluies acides, qui menacent l'environnement des deux côtés de la frontière...

M. le Président: A l'ordre.

M. Mulroney: ...

... résultent de la pollution industrielle.

M. Broadbent: Monsieur le Président, je citerais volontiers à l'intention du premier ministre les propos de toutes sortes d'Américains élus, ainsi que d'environnementalistes, qui se sentent trahis par le Canada dans leur lutte avec le président Reagan. C'est ce qu'ils pensent.

L'ENGAGEMENT PRIS PAR LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Lorsque le président Reagan prend un problème politique au sérieux, comme dans le cas du financement des Contrats d'Amérique centrale, il va demander des mesures et des fonds au Congrès, en fixant des délais précis. Aussi, le premier ministre pourrait-il dire à la Chambre pourquoi le président Reagan ne s'est pas engagé, au nom du gouvernement, à aller demander au Congrès de faire le nécessaire, dans des délais précis, pour réduire les émissions de pluies acides, afin de régler une bonne fois pour toutes ce problème sur le continent? Pourquoi n'a-t-il pas obtenu une telle promesse du président?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Je voudrais que mon collègue situe l'adhésion du président dans le contexte du rapport en entier et de toutes ses recommandations. Il a parlé du président et du Congrès. Le Congrès surveille les sorties de fonds...

M. Broadbent: Oui, oui.

M. Mulroney: ... et la preuve, c'est que le président n'a pas réussi à obtenir les 100 millions...

M. Broadbent: Il a malgré tout essayé.

M. Mulroney: ... non seulement va-t-il essayer, comme il l'a dit, mais je suis allé voir en personne les hauts dignitaires du Sénat et ceux de la Chambre, y compris le président, M. O'Neill, et le leader de la majorité au Sénat, M. Dole. Nous savons qu'ils aideront le Canada et les États-Unis à résoudre ce problème. J'ai dit aux Américains de ne pas croire qu'ils font une faveur au Canada, que c'était également leur problème. Le Congrès américain doit financer ce projet. On m'a assuré qu'il le fera.

• (1130)

Des voix: Bravo!

* * *

LES JEUNES

ON DEMANDE D'ANNONCER IMMÉDIATEMENT DES PROGRAMMES

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au premier ministre. Je voudrais revenir sur les questions posées par mes collègues. Le premier ministre nous rappelle les progrès accomplis pour faire baisser le taux de chômage. Tous ceux d'entre nous qui se préoccupent de notre pays et de nos jeunes se réjouissent de ces progrès. Par ailleurs, le Sénat a dit que, malgré ces progrès, la situation d'un grand nombre de jeunes Canadiens est intolérable...

M. le Président: A l'ordre. La question, s'il vous plaît.

M. Guilbault (Saint-Jacques): Imposez aussi des limites aux ministériels. Leurs réponses sont très longues.

M. le Président: A l'ordre. Il est vrai que tous les chefs de parti ont parfois des questions ou des réponses trop longues. La question, s'il vous plaît.

M. Berger: Vu que le premier ministre et son cabinet reconnaissent qu'il faut faire davantage, pourquoi attendre la fin de l'exercice financier? Pourquoi n'annonce-t-il pas immédiatement, dès aujourd'hui, les programmes qu'il dit avoir à proposer?

M. le Président: Le député peut-il poser une question qui n'est pas une simple répétition? A mon avis, il pourrait poser sa question en des termes qui ne reprennent pas exactement ceux de la question précédente.